

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 3314

[2001/09980]

**8 NOVEMBRE 2001.** — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 5 novembre 2001 relative à la rémunération équitable due pour la communication publique de phonogrammes dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et extérieures, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 42;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la décision du 5 novembre 2001 reprise en annexe, relative à la rémunération équitable due pour la communication publique de phonogrammes dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et extérieures, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Annexe

**Décision du 5 novembre 2001 relative à la rémunération équitable due pour la communication publique de phonogrammes dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et extérieures, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins**

Considérant que, conformément à l'article 46, 3° de la loi du 30 juin 1994, la rémunération équitable n'est pas d'application en cas d'exécution gratuite et privée effectuée dans le cercle de famille ou dans le cadre d'activités scolaires;

Qu'ils faut entendre par « activités scolaires », les activités d'enseignement et de formation notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation socioprofessionnelle et de l'insertion socioprofessionnelle; que sont concernées, les activités d'un établissement d'enseignement public ou privé, subventionné ou non, octroyant ou non un diplôme, appartenant ou non au secteur associatif, axé ou non sur l'emploi, ou de n'importe quel autre type d'établissement ou de structure pourvu qu'il dispense réellement un enseignement ou une formation; que, sous la notion d'« activités scolaires » telle que définie ci-dessus, ne sont pas comprises les activités d'agrément et de divertissement, quelles que soient leur vertu éducative;

Considérant qu'à défaut de disposition dans la présente décision, les dispositions pertinentes des autres décisions prises par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, trouvent à s'appliquer lorsque les activités tombent dans leur champ d'application;

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 3314

[2001/09980]

**8 NOVEMBER 2001.** — Koninklijk besluit houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 5 november 2001 inzake de billijke vergoeding verschuldigd voor de mededeling van fonogrammen in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra evenals bij gelegenheid van tijdelijke activiteiten binnen en buiten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op artikel 42;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen bindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen beslissing van 5 november 2001 inzake de billijke vergoeding verschuldigd voor de mededeling van fonogrammen in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra evenals bij gelegenheid van tijdelijke activiteiten binnen en buiten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Bijlage

**Beslissing van 5 november 2001 inzake de billijke vergoeding verschuldigd voor de mededeling van fonogrammen in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra evenals bij gelegenheid van tijdelijke activiteiten binnen en buiten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten**

Overwegende dat overeenkomstig artikel 46, 3° van de wet van 30 juni 1994, de billijke vergoeding niet van toepassing is op kosteloze privé-uitvoeringen in familiekring of in het kader van schoolactiviteiten;

Dat men onder « schoolactiviteiten » dient te verstaan, activiteiten van onderwijs en opleiding, inzonderheid op het stuk van tewerkstelling, socioprofessionele beroepsopleiding en integratie; dat het betreft activiteiten van al dan niet gesubsidieerde openbare of private onderwijsinstellingen, die al dan niet diploma's uitreiken, al dan niet tot de verenigingssector behoren en al dan niet gericht zijn op tewerkstelling, alsook om enig ander type van instelling of voorziening, zulks op voorwaarde dat daadwerkelijk onderwijs of opleiding wordt verstrekt; dat, onder « schoolactiviteiten » zoals hierboven gedefinieerd, wordt niet verstaan, de vermaak- en ontspanningsactiviteiten, welke ook de opvoedkundige waarde is;

Overwegende dat bij gebrek aan bepalingen binnen deze beslissing, de relevante bepalingen van de andere beslissingen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, van toepassing zullen zijn indien de activiteiten binnen hun toepassingsgebied vallen;

La commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, adopte la présente décision :

*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

Article 1<sup>er</sup>. En exécution des articles 41 et 42 de la loi du 30 juin 1994 donnant droit aux producteurs de phonogrammes et aux artistes-interprètes ou exécutants à une rémunération équitable pour la communication publique de phonogrammes, le montant de cette rémunération équitable pour la communication directe ou indirecte de phonogrammes est déterminé dans la présente convention pour les lieux et activités qui y sont visés.

Art. 2. La rémunération équitable est indivisible. Elle est due dans son intégralité, et doit être payée anticipativement.

*Section 2. — Définitions*

Art. 3. Au sens de la présente convention, on entend par :

— **Exploitant** : toute personne physique ou morale qui, pour son propre compte ou celui d'un tiers et en quelque qualité que ce soit, s'occupe d'une exploitation telle que définie à l'article 4, ou exerce des activités temporaires ou permanentes dans ses propres locaux ou dans les lieux visés à l'article 4.

— **Société de gestion** : les sociétés de gestion collective qui représentent les artistes-interprètes ou exécutants ainsi que les sociétés de gestion collective qui représentent les producteurs de phonogrammes, ou leur mandataire chargé de la perception de la rémunération équitable.

— **Rémunération équitable** : la rémunération annuelle due pour toute communication, directe ou indirecte, de phonogrammes. par annuelle, il y a lieu d'entendre la période de 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année civile.

— **Responsable de salle** : le propriétaire, locataire, concessionnaire ou toute autre personne physique ou morale, privée ou publique, agissant seule ou à plusieurs qui, à quelque titre que ce soit, gratuitement ou contre rémunération, loue ou met à la disposition de différentes personnes physiques ou morales, une ou plusieurs salles polyvalentes pour leur permettre d'organiser occasionnellement une activité qui entre dans le champ d'application de la présente convention.

— **Utilisateur de la salle** : la personne physique ou morale qui reçoit en location ou à quelque titre que ce soit, gratuitement ou contre rémunération, l'usage d'une salle polyvalente pour y organiser une activité occasionnelle qui entre dans le champ d'application de la présente convention ou dans le champ d'application d'autres conventions prises par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

— **Activité intérieure temporaire** : toute activité de nature temporaire qui entre dans le champ d'application de la présente convention, et qui est exercée dans le même espace intérieur ou, s'il y a plusieurs espaces intérieurs, dans le même complexe de salles, quels qu'en soient le ou les utilisateurs.

— **Activité dansante** : toute activité comprenant un aménagement et/ou un équipement adapté à la danse, par lequel on entend de façon non limitative et non cumulative une piste de danse, une installation musicale, une installation d'éclairage ou une décoration adaptées.

— **Responsable de la maison de jeunes** : toute personne physique ou morale qui en quelque qualité que ce soit, gère la maison de jeunes.

— **Activité temporaire en plein air** : toute activité qui tombe dans le champ d'application de la présente convention, qui se déroule en plein air, ou bien à l'intérieur d'un lieu ou d'un emplacement qui n'est pas protégé par une toiture fixe et qui a été placé à l'extérieur à l'occasion d'un quelconque événement de nature temporaire.

— **Activité « sans boisson »** : toute activité accessible au public, où aucun repas et/ou boisson n'est offert ou ne peut être pris, excepté s'il s'agit d'une utilisation marginale par laquelle on entend par exemple et de manière non-limitative un distributeur automatique de boissons sans autre infrastructure.

— **Activité « avec boisson »** : toute activité accessible au public, où des repas et/ou des boissons sont préparés et/ou servis pour consommation sur place ou non, et ce, même gratuitement.

— **Activité « avec danse »** : toute activité accessible au public où il est possible de danser.

De commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, neemt de volgende beslissing aan :

*Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

Artikel 1. In uitvoering van de artikelen 41 en 42 van de wet van 30 juni 1994, die aan de producenten van fonogrammen en aan de uitvoerende kunstenaars recht geeft op een billijke vergoeding voor de openbare mededeling van fonogrammen, wordt het bedrag van deze billijke vergoeding voor de directe of indirecte mededeling van fonogrammen voor de plaatsen en activiteiten die in de onderhavige overeenkomst worden beoogd.

Art. 2. De billijke vergoeding is in haar geheel en ondeelbaar verschuldigd en zij moet vooruit worden betaald.

*Afdeling 2. — Definities*

Art. 3. In de onderhavige overeenkomst wordt verstaan onder :

— **Uitbater** : elke natuurlijke of rechtspersoon die, al dan niet voor eigen rekening en in welke hoedanigheid ook, een uitbating zoals bepaald in artikel 4 uitbaat, of tijdelijk of permanente activiteiten in eigen lokalen of in een plaats zoals bepaald in artikel 4, uitoefent.

— **Beheersvennootschappen** : de collectieve beheersvennootschappen die de uitvoerende kunstenaars vertegenwoordigen alsook de collectieve beheersvennootschappen die de producenten van fonogrammen vertegenwoordigen, of hun mandataris die belast wordt met het innen van de billijke vergoeding.

— **Billijke vergoeding** : de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor elke directe of indirecte mededeling van fonogrammen. Onder jaarlijks moet worden verstaan : de periode die loopt van 1 januari tot 31 december van ieder kalenderjaar.

— **Verantwoordelijke van de zaal** : de eigenaar, verhuurder, concessiehouder of elke andere natuurlijke persoon of rechtspersoon, privaaf of publiek, die alleen of gezamenlijk handelt, ongeacht de wijze, kosteloos of tegen een vergoeding, één of meer polyvalente zalen verhuurt aan of ter beschikking stelt van verschillende natuurlijke personen of rechtspersonen, zodat zij occasioneel een activiteit kunnen organiseren die valt onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst.

— **Gebruiker van de zaal** : de natuurlijke persoon of rechtspersoon aan wie een polyvalente zaal wordt verhuurd, of ter beschikking wordt gesteld om er, ongeacht de wijze, kosteloos of tegen een vergoeding, occasioneel een activiteit te organiseren die valt onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst of van andere overeenkomsten, goedgekeurd door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

— **Tijdelijke binnenactiviteit** : een activiteit van tijdelijke aard, die valt onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst, en die werd uitgeoefend in dezelfde ruimte of, indien er meerdere ruimten zijn, in hetzelfde complex van zalen, wie ook de gebruikers zijn.

— **Dansactiviteit** : elke activiteit die een aan het dansen aangepaste inrichting en/of aangepast materiaal vergt, waaronder op niet-bepikende en niet-cumulative wijze een aangepaste dansvloer, muziekinstallatie, verlichtingsinstallatie of decoratie wordt verstaan.

— **Verantwoordelijke van het jeugdhuis** : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die onder eender welke hoedanigheid het jeugdhuis beheert.

— **Tijdelijke activiteit in open lucht** : een activiteit die valt onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst die plaatsvindt in open lucht, of binnen een niet door een vaste dakconstructie beschermde plaats of lokaliteit, die buiten geplaatst is ter gelegenheid van om het even welke gebeurtenis van voorbijgaande aard.

— **Activiteiten « zonder drank »** : activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn, en waar geen dranken en/of maaltijden aangeboden worden of genuttigd kunnen worden uitgezonderd indien het een marginaal gebruik betreft zoals bijvoorbeeld (niet limitatief) een drankenautomaat zonder verdere infrastructuur.

— **Activiteiten « met drank »** : activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn, en waar maaltijden en/of dranken voor consumptie al dan niet ter plaatse worden bereid en/of opgediend, en dit zelfs gratis aangeboden worden.

— **Activiteit « met dans »** : activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn, en waar kan gedanst worden.

## Art. 4. Définitions concernant le lieu.

Au sens de la présente convention, on entend par :

— **Salle polyvalente** : l'espace fixe situé dans un bâtiment qui, au cours de l'année civile accueille des activités diverses qui entrent dans le champ d'application de la présente convention et qui sont organisées par différentes personnes autres que le responsable de la salle dont l'intervention est limitée à la location ou la mise à disposition de la salle et de ses accessoires matériels.

— **Maison de jeunes** : le ou les locaux de l'immeuble qui accueille(nt) en permanence les activités de centres de jeunes, de maisons de jeunes, de centres de service des jeunes ou d'ateliers destinés aux jeunes tels que compris au sens du point 8 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 13 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 28 octobre 1993 instituant la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et fixant sa dénomination et sa compétence.

— **Centre culturel** : le ou les locaux de l'immeuble qui accueille(nt) en permanence les activités de centres culturels ou de toute organisation qui exerce une activité socioculturelle similaire et qui met à disposition des espaces destinés à cet effet.

## Section 3. — Tarifs

## Art. 5. Tarifs de base.

§ 1<sup>er</sup>. Toute personne qui organise de façon régulière des activités « sans boisson » au sens de l'article 3, au cours desquelles est diffusée de la musique, est autorisée à payer annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée comme suit hors T.V.A., pour ces activités et les locaux qu'elle utilise :

Surfaces — Oppervlakte	Tarifs de base intérieurs — Basistarief binnen	Tarifs de base extérieurs — Basistarief buiten
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	46,21 EUR	23,10 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	64,18 EUR	32,09 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	77,02 EUR	38,51 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	89,86 EUR	44,93 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	102,70 EUR	51,35 EUR
Jusqu'à/Tot 1 200 m <sup>2</sup>	128,38 EUR	64,19 EUR
Jusqu'à/Tot 1 500 m <sup>2</sup>	154,07 EUR	77,03 EUR
Jusqu'à/Tot 2 000 m <sup>2</sup>	205,43 EUR	102,71 EUR
Jusqu'à/Tot 3 000 m <sup>2</sup>	256,79 EUR	128,40 EUR
Jusqu'à/Tot 4 000 m <sup>2</sup>	295,32 EUR	147,66 EUR
Jusqu'à/Tot 5 000 m <sup>2</sup>	333,84 EUR	166,92 EUR
Jusqu'à/Tot 7 500 m <sup>2</sup>	372,34 EUR	186,17 EUR
Jusqu'à/Tot 10 000 m <sup>2</sup>	410,86 EUR	205,43 EUR
> 10 000 m <sup>2</sup>	462,22 EUR	231,11 EUR

Indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

§ 2. Lorsqu'un tarif annuel est payé, la surface totale (de mur à mur) de l'espace où la musique est diffusée, doit être déclarée. Le fait que certaines activités n'utilisent qu'une partie limitée de cet espace pendant l'année, ne donne pas lieu à une réduction du tarif annuel.

## Art. 6. Tarifs des maisons de jeunes.

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 5, le responsable de la maison de jeunes est autorisé à payer la rémunération équitable conformément aux règles qui suivent.

§ 2. Par dérogation à l'article 12, le responsable de la maison de jeunes est autorisé à payer annuellement et par anticipation la rémunération équitable fixée comme suit hors T.V.A. :

## Art. 4. Definities betreffende de plaats.

In de onderhavige overeenkomst wordt verstaan onder :

— **Polyvalente zaal** : vaste ruimte in een gebouw waarin gedurende het kalenderjaar diverse activiteiten plaatsvinden die ressorteren onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst, en die georganiseerd worden door verschillende personen, andere dan de verantwoordelijke van de zaal, wiens tussenkomst zich beperkt tot de verhuur of de terbeschikkingstelling van de zaal en de materiële toebehoren ervan.

— **Jeugdhuus** : het lokaal of de lokalen van het gebouw waar permanent activiteiten plaatsvinden van jeugdcentra, jeugdhuizen, jeugdclubs, jeugddiensten en jeugdateliers, zoals bedoeld in de zin van punt 8 van artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 oktober 1993 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.

— **Cultureel centrum** : het lokaal of de lokalen van het gebouw waar permanent activiteiten plaatsvinden van de culturele centra of van elke organisatie die een vergelijkbare socioculturele activiteit uitoefent en daar ruimten voor ter beschikking stelt.

## Afdeling 3. — Tarieven

## Art. 5. Basistarief.

§ 1. Elkeen die op regelmatige basis activiteiten « zonder drank », zoals bepaald in artikel 3, organiseert, waarbij muziek wordt afgespeeld, wordt gemachtigd de vastgestelde billijke vergoeding jaarlijks en vooraf, op de volgende wijze te betalen exclusief BTW voor deze activiteiten en de lokalen die ze gebruiken :

Basisindex december 1998.

Geïndexeerde tarieven voor het refertjaar 2001.

§ 2. Wanneer een jaarrif wordt betaald, moet de totale oppervlakte (van muur tot muur) van de ruimte waar muziek wordt afgespeeld, aangegeven worden. Het dat sommige activiteiten tijdens het jaar slechts een beperkt gedeelte van deze ruimte in gebruik nemen, geeft geen aanleiding tot een vermindering van het jaartarief.

## Art. 6. Tarieven jeugdhuizen.

§ 1. Onverminderd de toepassing van artikel 5, wordt de verantwoordelijke van het jeugdhuus gemachtigd de billijke vergoeding te betalen overeenkomstig de onderstaande nadere regels.

§ 2. In afwijking van artikel 12, is de verantwoordelijke van het jeugdhuus gemachtigd de vastgestelde billijke vergoeding jaarlijks en vooraf, op de volgende wijze te betalen exclusief BTW :

Surfaces — Oppervlakte	Avec boisson — Met drank	Avec danse — Met dans
Jusqu'à/Tot 50 m <sup>2</sup>	38,82 EUR	55,45 EUR
Jusqu'à/Tot 100 m <sup>2</sup>	64,70 EUR	92,44 EUR
Jusqu'à/Tot 150 m <sup>2</sup>	99,21 EUR	160,24 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	122,24 EUR	205,43 EUR
Jusqu'à/Tot 250 m <sup>2</sup>	155,65 EUR	287,06 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>	177,94 EUR	341,47 EUR
Jusqu'à/Tot 350 m <sup>2</sup>	191,32 EUR	439,07 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	200,25 EUR	504,14 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>	228,90 EUR	699,28 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	369,78 EUR	1.169,26 EUR
Jusqu'à/Tot 700 m <sup>2</sup>	417,03 EUR	1.530,42 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	460,16 EUR	1.977,07 EUR
Jusqu'à/Tot 900 m <sup>2</sup>	499,21 EUR	2.490,69 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	534,14 EUR	3.004,30 EUR
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>	34,90 EUR	513,59 EUR

Indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

§ 3. Le paiement de la rémunération équitable opéré par le responsable de la maison de jeunes libère tant celui-ci que toute autre personne qui organiserait dans la maison de jeunes des activités propres à celle-ci, des obligations de paiement qui leur incombent en application de la présente convention ou de toute autre convention prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Art. 7. Tarifs des salles polyvalentes.

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 5, le responsable de la salle est autorisé à payer annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée forfaitairement comme suit, hors T.V.A. :

Basisindex december 1998.

Geïndexeerde tarieven voor het refertjaar 2001.

§ 3. De betaling van de billijke vergoeding door de verantwoordelijke van het jeugdhuis bevrijdt zowel hem als andere personen die in het jeugdhuis eigen activiteiten organiseren, van hun betalingsverplichtingen krachtens deze overeenkomst of krachtens andere overeenkomsten, goedgekeurd door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Art. 7. Tarieven polyvalente zalen.

§ 1. Onverminderd de toepassing van artikel 5, wordt de verantwoordelijke van de zaal gemachtigd de forfaitair vastgestelde billijke vergoeding jaarlijks en vooraf, op de volgende wijze te betalen exclusief BTW :

Surfaces — Oppervlakte	Avec boisson — Met drank	Avec danse — Met dans
Jusqu'à/Tot 100 m <sup>2</sup>	73,95 EUR	115,54 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	139,69 EUR	256,79 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>	203,37 EUR	426,85 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	262,94 EUR	630,15 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>	318,42 EUR	874,07 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	369,78 EUR	1.169,26 EUR
Jusqu'à/Tot 700 m <sup>2</sup>	417,03 EUR	1.530,42 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	460,16 EUR	1.977,07 EUR
Jusqu'à/Tot 900 m <sup>2</sup>	499,21 EUR	2.490,69 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	534,14 EUR	3.004,30 EUR
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>	34,90 EUR	513,59 EUR

Indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

§ 2. Par dérogation à l'article 12, il est précisé que si le responsable de la salle est susceptible de louer ou mettre à disposition d'utilisateurs plusieurs salles polyvalentes (ensemble ou séparément) dans un même bâtiment, le tarif précité sera appliqué respectivement salle par salle (nonobstant la possibilité de leur affectation collective), ou sur les salles dans leur ensemble en fonction de la déclaration du responsable de la salle.

Basisindex december 1998.

Geïndexeerde tarieven voor het refertjaar 2001.

§ 2. In afwijking van artikel 12, is er nader bepaald dat, indien de verantwoordelijke van de zaal verschillende polyvalente zalen (gezaamenlijk of afzonderlijk) in hetzelfde gebouw verhuurt of ter beschikking stelt van de gebruikers, het voornoemd tarief voor elke zaal afzonderlijk (niettegenstaande de mogelijkheid om ze gezamenlijk aan te wenden) of gezamenlijk zal worden toegepast, naargelang de verklaring van de verantwoordelijke van de zaal.

§ 3. Le paiement de la rémunération équitable opéré par le responsable de la salle selon le tarif précité est fait pour compte respectivement de chacun des utilisateurs de la salle polyvalente, en leur qualité d'exploitant au sens de la présente convention pour les activités occasionnelles organisées dans la salle polyvalente au cours de l'année civile.

Le paiement précité libère l'utilisateur de la salle polyvalente des obligations de paiement qui lui incombent en application de la présente convention ou de toute autre convention prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Nonobstant ce qui précède, l'utilisateur de la salle polyvalente qui l'utilise pour y organiser une activité ou une manifestation qui s'inscrit dans le cadre de ses activités permanentes, notamment en raison de la multiplicité des lieux où il organise de telles activités ou manifestations, n'est pas libéré par le paiement du forfait précité des obligations qui lui incombent en application de la présente convention ou de toute autre convention prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

#### Art. 8. Tarifs des centres culturels.

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 5, le responsable du centre culturel est autorisé à payer la rémunération équitable conformément aux règles qui suivent. Les centres culturels peuvent également faire usage des tarifs des salles polyvalentes.

§ 2. Le responsable du centre culturel est autorisé à payer annuellement et par anticipation, la rémunération équitable forfaitairement comme suit hors T.V.A. :

Surface — Oppervlakte	Avec boisson — Met drank	Terrasse avec boisson — Terras met drank
Jusqu'au/Tot 100 m <sup>2</sup>	126,97 EUR	63,48 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	158,80 EUR	79,40 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>	190,63 EUR	95,31 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	222,48 EUR	111,22 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>	254,31 EUR	127,14 EUR
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>	56,84 EUR	28,40 EUR

Indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

§ 3. Par dérogation à l'article 12, les surfaces des différents espaces peuvent être cumulées par catégorie de tarifs.

§ 4. L'article 7, §§ 2 et 3 s'applique par analogie.

#### Art. 9. Tarifs des activités intérieures temporaires.

§ 1<sup>er</sup>. Les tarifs sont déterminés pour l'activité qui se déroule dans un espace intérieur, par lequel on entend et de manière non limitative un hall ou une salle. Si la même activité se déroule dans différents lieux, les surfaces de ces espaces peuvent être additionnées. Les tarifs sont fixés par période de 24 ou 48 heures entamée suivant le début de l'activité.

§ 2. Les tarifs pour les activités accompagnées de danse tiennent également compte du « prix d'entrée ». Par prix d'entrée, on entend le prix d'entrée le plus élevé qui est perçu pour l'activité.

§ 3. La surface de l'espace est mesurée de mur à mur. Si seule une partie d'un hall ou d'une salle est utilisée, la surface qui est prise en compte est la surface de la partie désignée par l'organisateur comme étant utilisée pour l'activité. La partition de la surface sera déduite d'éléments de fait telle que l'utilisation de rideaux ou de parois amovibles, le placement de barrières, etc.

§ 3. De betaling van de billijke vergoeding door de verantwoordelijke van de zaal overeenkomstig voormeld tarief gebeurt respectievelijk voor rekening van elkeen van de gebruikers van de polyvalente zaal, in hun hoedanigheid van uitbater in de zin van eze overeenkomst, voor de occasionele activiteiten georganiseerd in de polyvalente zaal gedurende het kalender jaar.

Voormelde betaling bevrijdt de gebruiker van de polyvalente zaal van de betalingsplichten die op hem rusten krachtens deze overeenkomst of elke andere overeenkomst goedgekeurd door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, is de gebruiker van de polyvalente zaal die deze gebruikt om er een activiteit of manifestatie te organiseren die kadert binnen zijn permanente activiteiten, meer bepaald omwille van de menigvuldigheid van plaatsen waar hij dergelijke activiteiten of manifestaties organiseert, niet door betaling van bovenvermeld forfaitair bedrag bevrijd van de verplichtingen die op hem rusten krachtens deze overeenkomst of krachtens andere overeenkomsten, goedgekeurd door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

#### Art. 8. Tarieven culturele centra.

§ 1. Onverminderd de toepassing van artikel 5, wordt de verantwoordelijke van het cultureel centrum gemachtigd de billijke vergoeding te betalen overeenkomstig de onderstaande nadere regels. De culturele centra kunnen bovendien gebruik maken van de tarieven voor polyvalente zalen.

§ 2. De verantwoordelijke van het cultureel centrum is gemachtigd de forfaitair vastgestelde billijke vergoeding jaarlijks en vooraf, op de volgende wijze te betalen exclusief BTW :

Basisindex december 1998.

Geïndexeerde tarieven voor het refertjaar 2001.

§ 3. In afwijking van artikel 12, mogen per soort tarief de oppervlaktes van de verschillende ruimtes gecumuleerd worden.

§ 4. Artikel 7, §§ 2 en 3 wordt naar analogie toegepast.

#### Art. 9. Tarieven tijdelijke binnenactiviteiten.

§ 1. De tarieven worden bepaald door de hoofdactiviteit die plaatsvindt in de ruimte waaronder men op niet-limitatieve wijze een hal of een zaal verstaat. Heeft dezelfde activiteit in verschillende ruimtes plaats, dan mogen de oppervlaktes van deze ruimtes opgeteld worden. De tarieven worden bepaald per begonnen periode van 24 of 48 uur volgend op het aanvatten van de activiteit.

§ 2. De tarieven voor de activiteiten « met dans » houden ook rekening met de « inkomprijs » : deze « inkomprijs » is gelijk aan de hoogste inkomprijs die voor de activiteit aangerekend wordt.

§ 3. De oppervlakte van de ruimte wordt gemeten van « muur tot muur ». Indien slechts een gedeelte van een hal of zaal gebruikt wordt dan is de oppervlakte die in aanmerking moet genomen worden de oppervlakte van het gedeelte dat door de organisator bedoeld wordt om gebruikt te worden voor de activiteit. Dit zal afgeleid worden uit feitelijke tekenen zoals het gebruik van verplaatsbare wanden of gordijnen, het plaatsen van afsluitingen en dergelijke.

<b>Surface</b> — <b>Oppervlakte</b>	<b>Sans boisson</b> <i>Par 48 heures</i> — <b>Zonder drank</b> <i>Per 48 uur</i>	<b>Avec boisson</b> <i>Par 24 heures</i> — <b>Met drank</b> <i>Per 24 uur</i>
Jusqu'à/Tot 100 m <sup>2</sup>		18,47 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	9,22 EUR	34,90 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>		50,84 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	12,82 EUR	65,72 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>		79,60 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	15,39 EUR	92,44 EUR
Jusqu'à/Tot 700 m <sup>2</sup>		104,24 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	17,97 EUR	115,02 EUR
Jusqu'à/Tot 900 m <sup>2</sup>		124,79 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	20,53 EUR	133,52 EUR
Jusqu'à/Tot 1 200 m <sup>2</sup>	25,66 EUR	
Jusqu'à/Tot 1 500 m <sup>2</sup>	30,81 EUR	
Jusqu'à/Tot 2 000 m <sup>2</sup>	41,08 EUR	
Jusqu'à/Tot 3 000 m <sup>2</sup>	51,34 EUR	
Jusqu'à/Tot 4 000 m <sup>2</sup>	59,05 EUR	
Jusqu'à/Tot 5 000 m <sup>2</sup>	66,76 EUR	
Jusqu'à/Tot 7 500 m <sup>2</sup>	74,47 EUR	
Jusqu'à/Tot 10 000 m <sup>2</sup>	82,15 EUR	
> 10 000 m <sup>2</sup>	92,44 EUR	
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>		8,72 EUR

Indice de base décembre 1998.

Basisindex december 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

Geïndexeerde tarieven voor het referentiejaar 2001.

<b>Surface</b> — <b>Oppervlakte</b> <i>Inkom</i> <i>Prix d'entrée</i>	<b>Avec danse</b> <i>Par 24 heures</i> — <b>Met dans</b> <i>Per 24 uur</i> <i>= &lt; 4 EUR</i>	<b>Avec danse</b> <i>Par 24 heures</i> — <b>Met dans</b> <i>Per 24 uur</i> <i>&gt; 4 EUR</i> <i>= &lt; 8 EUR</i>	<b>Avec danse</b> <i>Par 24 heures</i> — <b>Met dans</b> <i>Par 24 heures</i> <i>&gt; 8 EUR</i>
Jusqu'à/Tot 100 m <sup>2</sup>	19,83 EUR	23,65 EUR	27,27 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	37,18 EUR	43,38 EUR	54,54 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>	68,17 EUR	75,61 EUR	109,07 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	74,37 EUR	115,27 EUR	163,61 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>	91,72 EUR	158,65 EUR	218,15 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	136,34 EUR	237,98 EUR	327,22 EUR
Jusqu'à/Tot 700 m <sup>2</sup>	179,72 EUR	317,30 EUR	436,29 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	247,89 EUR	396,63 EUR	545,37 EUR
Jusqu'à/Tot 900 m <sup>2</sup>	297,47 EUR	475,96 EUR	654,37 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	347,05 EUR	555,28 EUR	763,51 EUR
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>	74,36 EUR	99,16 EUR	123,95 EUR

Indice de base décembre 2000.

Basisindex december 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

Geïndexeerde tarieven voor het referentiejaar 2001.

Art. 10. Tarifs des activités temporaires en plein air.

Art. 10. Tarieven tijdelijke activiteiten in open lucht.

Les tarifs ci-dessous sont fixés par période de 24 ou 48 heures entamée suivant le début de l'activité.

De hieronder tarieven worden bepaald per begonnen periode van 24 of 48 uur volgend op het aanvatten van de activiteit.

Surface — Oppervlakte	Sans boisson (*) Par 48 heures — Zonder drank (*) Per 48 uur		Avec boisson Par 24 heures — Met drank Per 24 uur	Avec danse Par 24 heures — Met dans Per 24 uur
			Hauts-parleurs Luidsprekers	
Jusqu'à/Tot 100 m <sup>2</sup>			9,22 EUR	11,55 EUR
Jusqu'à/Tot 200 m <sup>2</sup>	4,61 EUR	(1 à/tot 2)	17,45 EUR	25,66 EUR
Jusqu'à/Tot 300 m <sup>2</sup>			25,41 EUR	42,66 EUR
Jusqu'à/Tot 400 m <sup>2</sup>	6,40 EUR	(3 à/tot 5)	32,85 EUR	63,01 EUR
Jusqu'à/Tot 500 m <sup>2</sup>			39,79 EUR	87,41 EUR
Jusqu'à/Tot 600 m <sup>2</sup>	7,68 EUR	(6 à/tot 10)	46,21 EUR	116,93 EUR
Jusqu'à/Tot 700 m <sup>2</sup>			52,10 EUR	153,05 EUR
Jusqu'à/Tot 800 m <sup>2</sup>	8,97 EUR	(11 à/tot 15)	57,51 EUR	197,70 EUR
Jusqu'à/Tot 900 m <sup>2</sup>			62,39 EUR	249,06 EUR
Jusqu'à/Tot 1 000 m <sup>2</sup>	10,26 EUR	(16 à/tot 20)	66,76 EUR	300,42 EUR
Jusqu'à/Tot 1 200 m <sup>2</sup>	12,82 EUR	(21 à/tot 25)		
Jusqu'à/Tot 1 500 m <sup>2</sup>	15,39 EUR	(26 à/tot 30)		
Jusqu'à/Tot 2 000 m <sup>2</sup>	20,53 EUR	(31 à/tot 40)		
Jusqu'à/Tot 3 000 m <sup>2</sup>	25,66 EUR	(41 à/tot 50)		
Jusqu'à/Tot 4 000 m <sup>2</sup>	29,52 EUR	(51 à/tot 60)		
Jusqu'à/Tot 5 000 m <sup>2</sup>	33,37 EUR	(61 à/tot 70)		
Jusqu'à/Tot 7 500 m <sup>2</sup>	37,23 EUR	(71 à/tot 90)		
Jusqu'à/Tot 10 000 m <sup>2</sup>	41,08 EUR	(91 à/tot 110)		
> 10 000 m <sup>2</sup>	46,21 EUR	(> 110)		
Pour toute tranche supplémentaire de 100 m <sup>2</sup> Voor elke extra begonnen schijf van 100 m <sup>2</sup>			4,36 EUR	51,34 EUR

Tarifs « sans boisson » et « avec boisson » : indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

Tarifs avec danse » : indice de base décembre 1998.

Tarifs indexés pour l'année de référence 2001.

(\*) A défaut de pouvoir calculer la surface des activités « sans boissons », on se réfère au nombre de hauts-parleurs.

#### Section 4. — Indexation

Art. 11. Les montants mentionnés dans la présente convention sont indexés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur base de l'évolution de l'indice santé de l'année écoulée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

L'indice de base est précisé sous chaque table tarifaire. Le nouvel indice est celui qui sera en vigueur successivement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

#### Section 5. — Mesures tarifaires spécifiques

Art. 12. Si dans différents lieux ou locaux avec une surface permanente au sein d'une même exploitation, des musiques différentes provenant de sources sonores différentes sont émises, la rémunération équitable de chacun de ces lieux ou locaux est calculée séparément.

Art. 13. Si dans différents lieux ou locaux avec une surface permanente au sein d'une même exploitation, la même musique provenant de la même source sonore est diffusée en même temps ou en alternance, les surfaces permanentes concernées sont additionnées pour le calcul de la rémunération équitable.

Art. 14. Nonobstant l'article 2, l'exploitant qui, dans le courant d'une année civile, cesse de manière définitive et irrévocable la communication publique de phonogrammes, a droit, à sa demande, au remboursement de la rémunération équitable relative à la période de l'année civile postérieure à la cessation définitive de la communication publique de phonogrammes.

Tarieven « zonder drank » en « met drank » : basisindex december 1998.

Geïndexeerde tarieven voor het referentiejaar 2001.

Tarieven « met dans » : basisindex december 2000.

Geïndexeerde tarieven voor het referentiejaar 2001.

(\*) Voor het tarief « zonder drank » zal men, wanneer de oppervlakte niet kan berekend worden, zich beroepen op het aantal luidsprekers.

#### Afdeling 4. — Indexering

Art. 11. De in de onderhavige overeenkomst vermelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari van elk jaar op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het voorbije jaar volgens de volgende formule.

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

De basisindex is vermeld bij elke tarieftabel. De nieuwe index is deze die telkens per 1 januari van de volgende jaren van kracht zal zijn.

#### Afdeling 5. — Bijzondere tariefmaatregelen

Art. 12. Indien in de verschillende plaatsen of lokaliteiten met een permanente oppervlakte binnen éénzelfde uitbating verschillende muziek afkomstig van verschillende geluidsbronnen wordt uitgezonden, dan wordt de billijke vergoeding voor elk van deze plaatsen of lokaliteiten afzonderlijk berekend.

Art. 13. Indien in de verschillende plaatsen of lokaliteiten met een permanente oppervlakte binnen éénzelfde uitbating tegelijkertijd of afwisselend dezelfde muziek afkomstig van dezelfde geluidsbron wordt uitgezonden, dan worden de betrokken permanente oppervlakten voor de berekening van de vergoeding samengeteld.

Art. 14. Niettegenstaande artikel 2, heeft de uitbater die in de loop van een kalenderjaar de openbare mededeling van fonogrammen definitief en onherroepelijk stopzet, recht, op zijn verzoek, op de terugbetaling van de billijke vergoeding die betrekking heeft op de periode van het kalenderjaar na het definitieve stopzetten van de openbare mededeling van fonogrammen.

L'exploitant qui demande le remboursement d'une partie de la rémunération équitable en vertu de l'alinéa précédent doit remettre aux sociétés de gestion des droits ou à leur mandataire tous les éléments permettant d'établir que la communication publique de phonogrammes a effectivement cessé de manière définitive et irrévocable.

Le remboursement de la partie de la rémunération équitable est calculé à partir du premier jour du mois qui suit la date de la cessation définitive de la communication publique de phonogrammes.

La demande de remboursement doit être introduite auprès des sociétés de gestion de droits ou de leur mandataire dans les six mois à dater du premier jour du mois qui suit la date de la cessation définitive de la communication publique de phonogrammes.

Art. 15. Pour les exploitations où il y a une communication publique de phonogrammes pour la première fois dans le courant d'une année civile, une rémunération équitable sera due pour cette année civile au prorata du nombre des mois civils complets pendant lesquels il y a eu une communication publique de phonogrammes.

### Section 6. — Procédure

#### Sous-section 1. — Informations

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier du tarif visé à l'article 5 ou à l'article 6, le responsable de la maison de jeunes ou le débiteur visé à l'article 5, selon le cas, doit :

a) en faire la demande par écrit aux sociétés de gestion ou à leur mandataire;

b) communiquer les informations suivantes :

1° le nom ou la dénomination et, l'adresse du responsable de la maison de jeunes ou du débiteur, et le cas échéant, le nom et la qualité de la personne chargée de l'administration journalière et de la communication des informations;

2° l'adresse de la maison de jeunes ou du lieu visé à l'article 5, ainsi que sa surface accessible au public dans le cadre de ses activités, quelles que soient les conditions d'accès;

3° préciser si, dans la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 5, sont ou non organisées des activités dansantes;

4° la source et le type de musique habituellement communiquée au public dans la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 5;

c) effectuer le paiement de la rémunération équitable fixée ainsi qu'il est dit ci-dessus comme s'il était exploitant au sens de la présente convention;

d) s'engager à informer l'organisateur d'activités dans la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 5 de ses droits et obligations en application de la présente convention;

e) informer toute personne intéressée que, lorsqu'elle organise à l'intérieur de la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 5, une manifestation accessible au public (au sens des dispositions de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins), elle doit se soumettre au contrôle par les sociétés de gestion ou leur mandataire tel qu'il est organisé par la présente convention;

f) s'engager par écrit vis-à-vis des sociétés de gestion ou de leur mandataire à respecter les dispositions qui précèdent.

§ 2. Pour bénéficier du tarif visé à l'article 7 ou à l'article 8, le responsable de la salle polyvalente ou du centre culturel, selon le cas, doit :

a) en faire la demande par écrit aux sociétés de gestion ou à leur mandataire;

b) communiquer les informations suivantes :

1° son nom ou sa dénomination et l'adresse ainsi que le nom et la qualité de la personne chargée de l'administration journalière et de la fourniture des informations;

De uitbater die op grond van het vorige lid om terugbetaling van een gedeelte van de billijke vergoeding verzoekt, moet aan de beheersvennootschappen of aan hun mandataris alle gegevens verstrekken aan de hand waarvan kan worden vastgesteld dat de openbare mededeling van fonogrammen werkelijk definitief en onherroepelijk is stopgezet.

De terugbetaling van het gedeelte van de billijke vergoeding wordt berekend vanaf de eerste dag die volgt op de datum van definitieve stopzetting van de openbare mededeling van fonogrammen.

Het verzoek om terugbetaling dient te worden ingediend bij de beheersvennootschappen of bij hun mandatarissen binnen de zes maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van definitieve stopzetting van de openbare mededeling van fonogrammen.

Art. 15. Voor de uitbatingen waarin in de loop van een kalenderjaar voor de eerste maal een openbare mededeling van fonogrammen wordt gegeven, zal voor dat kalenderjaar een billijke vergoeding verschuldigd zijn in verhouding tot het aantal volledige kalendermaanden dat er een openbare mededeling van fonogrammen is gegeven.

### Afdeling 6. — Procedure

#### Onderafdeling 1. — Inlichtingen

Art. 16. § 1. Om het in de artikelen 5 en 6 bedoelde tarief te kunnen genieten, moet de verantwoordelijke van het jeugdhuis of de debiteur bedoeld in artikel 5 :

a) daartoe een schriftelijke aanvraag indienen bij de beheersvennootschappen of bij hun lasthebber;

b) de volgende gegevens meedelen :

1° de naam of de benaming van de verantwoordelijke van het jeugdhuis of van de debiteur, evenals zijn adres en de naam en de hoedanigheid van de persoon belast met het dagelijks beheer en de gegevensverstrekking;

2° het adres van het jeugdhuis of van de plaats bedoeld in artikel 5, en de respectieve oppervlakte in vierkante meter toegankelijk voor het publiek in het kader van de activiteiten ongeacht de toegangsvoorwaarden;

3° of er in het jeugdhuis of in de plaats bedoeld in artikel 5, al dan niet dansactiviteiten worden georganiseerd;

4° de bron en de soort van muziek die in het jeugdhuis of in de plaats bedoeld in artikel 5, gewoonlijk aan het publiek ten gehore wordt gebracht;

c) zoals hierboven gesteld, het vastgestelde bedrag van de billijke vergoeding betalen alsof hij uitbater was in de zin van deze overeenkomst;

d) zich ertoe verbinden de organisator van activiteiten in het jeugdhuis of in de plaats bedoeld in artikel 5, op de hoogte te brengen van zijn rechten en verplichtingen voortvloeiend uit deze overeenkomst;

e) iedere belanghebbende persoon ervan in kennis stellen dat, wanneer hij een voor het publiek toegankelijke manifestatie (in de zin van de bepalingen van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten) organiseert, hij zich moet onderwerpen aan de controle door de beheersvennootschappen of hun lasthebber, zoals georganiseerd door deze overeenkomst;

f) zich er schriftelijk toe verbinden tegenover de beheersvennootschappen of hun mandataris voormelde bepalingen te respecteren.

§ 2. Om het in artikel 7 of artikel 8 bedoelde tarief te kunnen genieten, moet de verantwoordelijke van de zaal of het culturele centrum :

a) daartoe een schriftelijke aanvraag indienen bij de beheersvennootschappen of hun lasthebber;

b) de volgende gegevens meedelen :

1° zijn naam of benaming en zijn adres, evenals de naam en de hoedanigheid van de persoon belast met het dagelijks beheer en de gegevensverstrekking;



2° l'adresse de la ou des salles polyvalentes ou du centre culturel ainsi que leurs surfaces respectives en m<sup>2</sup>;

3° préciser si, dans la ou les salles polyvalentes ou dans le centre culturel, sont ou non organisées des activités au cours desquelles sont servis des repas et/ou sont exercées des activités dansantes;

4° la source et le type de musique qui y est habituellement communiquée au public;

c) effectuer le paiement de la rémunération équitable fixée ainsi qu'il est dit ci-dessus comme s'il était exploitant au sens de la présente convention;

d) s'engager à informer l'utilisateur de la salle polyvalente ou du centre culturel de ce qu'il paie ou ne paye pas la rémunération équitable selon les dispositions du présent article ainsi que de ses droits et obligations en application de la présente convention;

e) s'engager par écrit à l'égard des sociétés de gestion ou de leur mandataire à respecter les dispositions qui précèdent.

Art. 17. Au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'activité intérieure temporaire ou de l'activité temporaire en plein air, l'exploitant est tenu, en cas de communication au public de musique, de fournir aux sociétés de gestion ou à leur mandataire, pour cette activité, au moins les informations suivantes et ce, au moyen d'un formulaire prévu à cet effet :

1. le nom et l'adresse de l'exploitant et/ou de l'organisateur, ainsi que le nom et la qualité de la personne physique chargée de l'administration journalière et de la fourniture des informations;

2. la surface en m<sup>2</sup>;

3. la nature de la source sonore;

4. le genre de musique;

5. le lieu de l'activité intérieure temporaire ou de l'activité temporaire en plein air;

6. la date et le nombre de jours durant lesquels se déroulent l'activité intérieure temporaire ou l'activité temporaire en plein air;

7. La nature de l'activité intérieure temporaire ou de l'activité temporaire en plein air : activité sans boisson, avec boisson, activité avec danse, et, le cas échéant, le prix d'entrée.

#### Sous-section 2. — Paiement

Art. 18. Le montant de la rémunération équitable est perçu sur base d'une invitation à payer établie par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

Art. 19. Lorsqu'une personne physique ou morale à plusieurs exploitations telles que définies à l'article 4, une invitation à payer séparée pour chaque exploitation peut être adressée à ladite personne.

Art. 20. L'exploitant qui omet de payer la rémunération équitable dans un délai de vingt jours ouvrables sera tenu, sans mise en demeure préalable, au paiement d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer, avec un minimum de 7,44 euros.

Art. 21. L'exploitant qui communique des éléments incorrects, à la suite desquels un montant inférieur au montant réellement dû est payé, devra s'acquitter le solde restant dû majoré d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer établie sur base de la déclaration incorrecte.

#### Section 7. — Contrôle

Art. 22. L'exploitant doit permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier l'information visée à l'article 16, ainsi que de réunir tous les renseignements qui permettent la répartition des droits.

A cet effet, l'exploitant doit permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire, autres que les personnes visées à l'article 74 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, d'accéder gratuitement aux exploitations telles que définies à l'article 4 ainsi qu'aux activités temporaires intérieures et en plein air, durant les heures d'ouverture afin de vérifier l'exactitude des informations fournies.

#### Section 8. — Tarification forfaitaire

Art. 23. L'exploitant qui omet d'introduire la demande conformément à l'article 16, est présumé exploiter un établissement tel que visé à l'article 28 de la décision du 23 octobre 1998 relative à la rémunération équitable due par les exploitations qui offrent l'hébergement et/ou

2° het adres van de polyvalente za(a)l(en) of het culturele centrum en de respectieve oppervlakte in vierkante meter;

3° verduidelijken of in de polyvalente za(a)l(en) of in het culturele centrum al dan niet activiteiten worden georganiseerd waarbij maaltijden worden geserveerd en/of dansactiviteiten worden uitgeoefend;

4° de bron en de soort van muziek die er gewoonlijk aan het publiek ten gehore wordt gebracht;

c) zoals hierboven gesteld, het vastgestelde bedrag van de billijke vergoeding betalen alsof hij uitbater was in de zin van deze overeenkomst;

d) zich ertoe verbinden de gebruiker van de polyvalente zaal of het culturele centrum mee te delen dat hij de billijke vergoeding al dan niet betaalt overeenkomstig de bepalingen van huidig artikel en hem op de hoogte te brengen van zijn rechten en verplichtingen voortvloeiend uit deze overeenkomst;

e) zich er schriftelijk toe verbinden tegenover de beheersvennootschappen of hun mandataris voormelde bepalingen te respecteren.

Art. 17. De uitbater moet aan de beheersmaatschappijen of hun mandatarissen ten minste vijf werkdagen voorafgaand aan de aanvang van de tijdelijke binnenactiviteit of de tijdelijke activiteit in open lucht, waarbij er een mededeling aan het publiek is van muziek, door middel van een daartoe bestemd formulier voor deze activiteit ten minste de volgende gegevens verstrekken :

1. naam en adres van de uitbater en/of de inrichter, alsook de naam en hoedanigheid van de natuurlijke persoon die met het dagelijks beheer en het verstrekken van inlichtingen belast is;

2. de oppervlakte in m<sup>2</sup>;

3. de aard van de muziekbron;

4. de soort muziek;

5. plaats waar de tijdelijke binnenactiviteit of de tijdelijke activiteit in open lucht wordt uitgebaat;

6. de datum en het aantal dagen waarop de tijdelijke binnenactiviteit of de tijdelijke activiteit in open lucht wordt uitgebaat;

7. aard van de tijdelijke binnenactiviteit of van de tijdelijke activiteit in open lucht : activiteit zonder drank, met drank, activiteit met dans, en in voorkomend geval, de inkomprijs.

#### Onderafdeling 2. — Betaling

Art. 18. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt geïnd door middel van een door de beheersvennootschappen of hun mandataris opgestelde uitnodiging tot betaling.

Art. 19. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon verschillende in artikel 4 vermelde uitbatingen heeft, kan voor elke uitbating een afzonderlijke uitnodiging tot betaling aan de betrokken uitbater verstuurd worden.

Art. 20. De uitbater die nalaat om de billijke vergoeding binnen een termijn van twintig werkdagen te betalen, dient zonder voorafgaande ingebrekestelling vanaf de datum van de uitnodiging tot bepaling een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest te betalen, met een minimum van 7,44 euro.

Art. 21. De uitbater die onjuiste gegevens verstrekt, waardoor een lager bedrag wordt betaald dan hetgeen werkelijk verschuldigd is, dient het verschuldigde resterende saldo te betalen vermeerderd met een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest vanaf de datum waarop de uitnodiging tot betaling aan de hand van de onjuiste aangifte werd opgemaakt.

#### Afdeling 7. — Controle

Art. 22. De uitbater moet de beheersvennootschappen of hun mandataris in staat stellen de in artikel 16 bedoelde inlichtingen te controleren, evenals alle inlichtingen te verzamelen die de verdeling van de rechten mogelijk maken.

Daartoe moet de uitbater de beheersvennootschappen of hun mandataris, andere dan de personen omschreven in artikel 74 van de wet van 30 juni 1994, toestaan om kosteloos de uitbatingen zoals omschreven in artikel 4, alsook tijdelijke binnenactiviteiten en activiteiten in open lucht, te betreden tijdens de openingsuren, teneinde de juistheid van de verstrekte inlichtingen te controleren.

#### Afdeling 8. — Forfaitair tarief

Art. 23. De uitbater die nalaat om overeenkomstig artikel 16 zijn aanvraag in te dienen, wordt geacht een inrichting uit te baten zoals bedoeld in artikel 28 van de beslissing van 23 oktober 1998 betreffende de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingen die logies

préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que par les discothèques/dancings, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 avril 1999, s'il tombe dans son champ d'application.

Art. 24. Les exploitants qui omettent de déclarer l'activité intérieure temporaire ou l'activité temporaire en plein air conformément à l'article 17, sont tenus de payer une majoration de 15 % du montant de la rémunération équitable dont il sont débiteurs en vertu des articles 9 et 10 avec un minimum de 99,16 euros.

Pour le calcul de la rémunération équitable, les sociétés de gestion ou leur mandataire prendront en compte la surface et la durée de la période connues, et à défaut, supposées, de l'activité intérieure temporaire ou de l'activité temporaire en plein air.

#### Section 9. — Disposition abrogatoire

Art. 25. L'article 11bis de la décision du 23 octobre 1998 relative à la rémunération équitable due par les exploitants qui offrent l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons ainsi que par les discothèques : dancings prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, introduit par la décision du 30 juin 2000 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 3 septembre 2000, est abrogé.

#### Section 10. — Dispositions modificatives

Art. 26. A l'article 4 de la décision du 10 septembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 décembre 1999, est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« S'il s'agit d'une activité extérieure permanente, les tarifs visés ci-dessus sont divisés par deux. »

Art. 27. A l'article 4 de la décision du 10 novembre 1998 relative à la rémunération équitable due par les points de vente et galeries commerciales, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 avril 1999, est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« S'il s'agit d'une activité extérieure permanente, les tarifs visés ci-dessus sont divisés par deux. »

#### Section 11. — Dispositions finales

Art. 28. La présente décision est adoptée pour une durée indéterminée.

Les tarifs visés à l'article 5 sont valables à partir du 8 juillet 1996. Pour les personnes visées à l'article 5 qui ont débuté leur activité avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, la rémunération équitable due pour la période du 8 juillet 1996 au 31 décembre 1997 est réduite forfaitairement à 50 % de la rémunération équitable annuelle prévue à l'article 5.

Les tarifs visés aux articles 6 et 8 sont valables du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2004.

Les tarifs visés à l'article 7 sont valables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les tarifs visés aux articles 9 et 10 sont valables à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2001.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 novembre 2001.

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals door discotheken/dancings, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 april 1999, indien hij binnen het toepassingsgebied van voormelde beslissing valt.

Art. 24. Ten aanzien van uitbaters die nalaten om overeenkomstig artikel 17 aangifte te doen van de tijdelijke binnenactiviteit of van de tijdelijke activiteit in open lucht wordt het bedrag van de billijke vergoeding dat zij krachtens artikelen 9 en 10 verschuldigd zijn, met 15 % verhoogd met een minimum van 99,16 euro.

Voor de berekening van de billijke vergoeding, dienen de beheersvennootschappen of hun mandataris de oppervlakte en de duur van de gekende periode in acht nemen, en bij gebrek hieraan de veronderstelde, hier de tijdelijke binnenactiviteit of de tijdelijke activiteit in open lucht.

#### Afdeling 9. — Opheffingsbepaling

Art. 25. Artikel 11bis van de beslissing van 23 oktober 1998 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door uitbaters die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen evenals door discotheken/dancings, goedgekeurd door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, ingevoegd bij beslissing van 30 juni 2000 algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 september 2000, wordt opgeheven.

#### Afdeling 10. — Wijzigingsbepaling

Art. 26. In artikel 4 van de beslissing van 10 september 1999 genomen door de commissie zoals bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingpunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 december 1999, wordt een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« Indien het een permanente buitenactiviteit betreft, worden de hierboven vermelde bedragen gehalveerd. »

Art. 27. In artikel 4 van de beslissing van 10 november 1998 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de verkooppunten en handelsgaleries, genomen door de commissie zoals bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 april 1999, wordt een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« Indien het een permanente buitenactiviteit betreft, worden de hierboven vermelde bedragen gehalveerd. »

#### Afdeling 11. — Slotbepalingen

Art. 28. De onderhavige overeenkomst wordt aangenomen voor een onbepaalde duur.

De tarieven beoogd in artikel 5 gelden vanaf 8 juli 1996. Voor de personen beoogd in artikel 5, die hun activiteit aangevangen hebben voor 1 januari 1998 zal de billijke vergoeding, verschuldigd voor de periode van 8 juli 1996 tot 31 december 1997, forfaitair verminderd worden tot 50 % van de jaarlijkse billijke vergoeding voorzien in artikel 5.

De tarieven beoogd in de artikelen 6 en 8 gelden van 1 januari 1999 tot 31 december 2004.

De tarieven beoogd in artikel 7 gelden vanaf 1 januari 2002.

De tarieven beoogd in de artikelen 9 en 10 gelden vanaf 1 december 2001.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 november 2001.

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN